

LA PRESSE

LA RECONQUÊTE DE TIGER

Le célèbre golfeur reprend le premier rang mondial et repart à la chasse aux records. SPORTS



Tiger Woods

PHOTO PHELAN M. EBENHACK, ASSOCIATED PRESS



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

LA PIQÛRE DE LA SCÈNE

Vétérinaire converti en humoriste, François Bellefeuille planche sur son premier *one-man-show*. ARTS

IMMIGRANTS ILLÉGAUX ÉLÈVES AU BAN DE L'ÉCOLE

De jeunes Montréalais n'ont plus le droit de fréquenter les classes parce que leurs parents sont sans papiers. Portrait d'un phénomène méconnu qui pourrait toucher jusqu'à quelques milliers d'enfants. PAGES A2 ET A3



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

INDUSTRIE AÉROSPATIALE URGENTS BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE

AFFAIRES



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

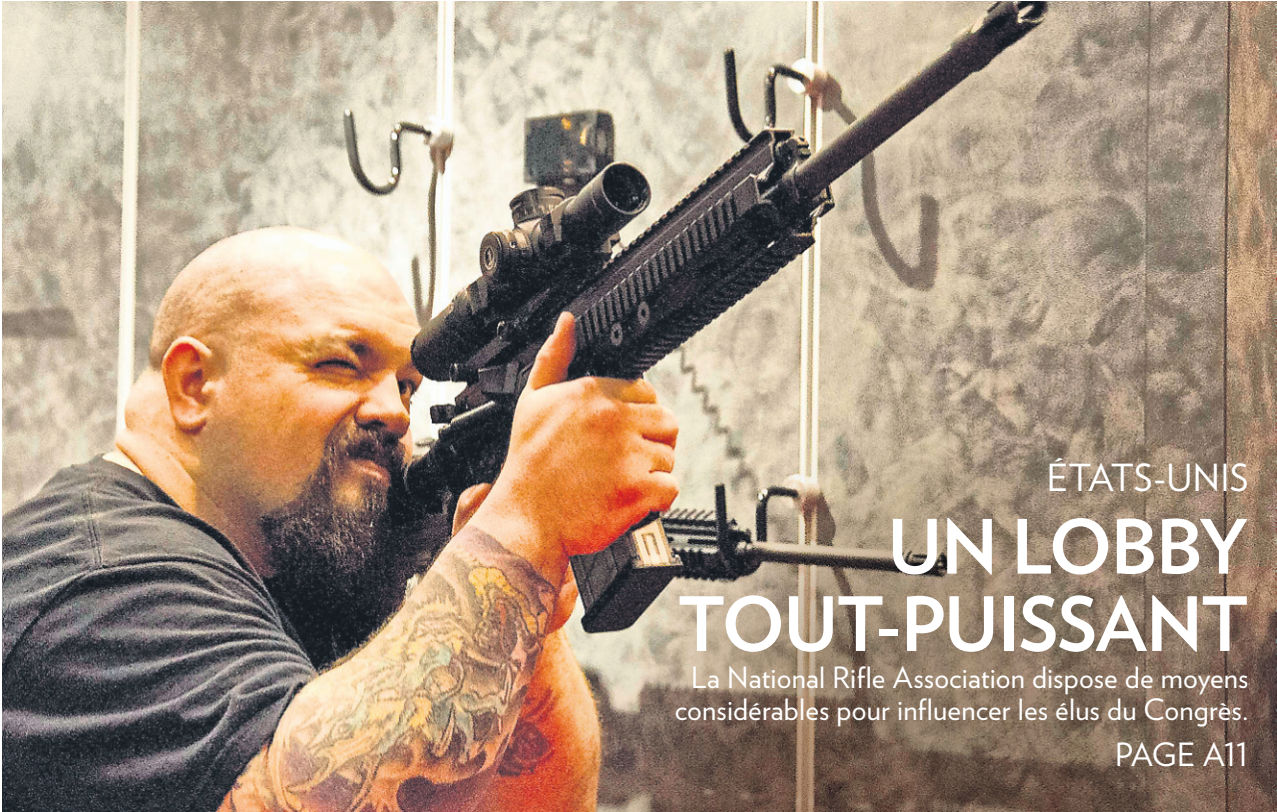
MARC CASSIVI LES ANGLOPHONES SOUS-REPRÉSENTÉS À LA TÉLÉ QUÉBÉCOISE

ARTS



COMMISSION CHARBONNEAU DES TÉMOINS QUI DÉMISSIONNENT

Rosaire Sauriol et Robert Marcil ont annoncé hier qu'ils quittaient leur firme respective. PAGE A6



ÉTATS-UNIS
UN LOBBY TOUT-PUISSANT
La National Rifle Association dispose de moyens considérables pour influencer les élus du Congrès. PAGE A11

PHOTO KAREN BLEIER, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE



coupe ROGERS
présentée par BANQUE NATIONALE
2-11 AOÛT 2013
CoupeRogers.com



MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Les coûts de l'échangeur Turcot seront plafonnés, mais on ne sait pas si le plafond va tenir.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 621924 98765 1

Grande liquidation pendant rénovation

jusqu'à **70%** de rabais

sur éviers de cuisine, lavabos, portes-douche, robinetteries, baignoires, baignoires tourbillon, toilettes, articles de décoration et plus encore.





la boutique de plomberie
DÉCORATION 25
SALLE DE MONTRE ET COMPTOIR DE PIÈCES
EXPERTS À VOTRE SERVICE

St-Eustache
471, 25e Avenue
450.473.8492

Lun. à Mer. : 9h00 à 17h30
Jeu. à Vend. : 9h00 à 21h00
Sam. : 9h00 à 17h00
Dim. : fermé

www.decor25.com

ÉDUCATION

PORTES CLOSES POUR LES ENFANTS SANS PAPIERS

Sans statut, sans papiers, les enfants des immigrants illégaux voient les portes des écoles du Québec se fermer devant eux. La situation est méconnue et difficile à quantifier, mais elle est devenue suffisamment préoccupante pour que le milieu de l'éducation se penche sur ce problème.



PASCALE BRETON

Miguel, 16 ans, ressemble aux autres adolescents de son âge. Il aime le hockey et les sports en général. Il commence à penser à son avenir. Mais l'avenir est limité pour un immigrant illégal. Même les portes des écoles lui sont fermées.

Avec ses parents, l'adolescent a fui son Mexique natal il y a six ans. La famille a trouvé refuge à Montréal. Ses parents ayant demandé l'asile politique, Miguel a d'abord pu s'inscrire à l'école de son quartier. Il a fait un séjour de deux ans dans une classe d'accueil, le temps de bien maîtriser le français.

Petit à petit, il s'est fait des amis. Il a fait son entrée au secondaire. Sa mère a donné naissance à son petit frère, aujourd'hui âgé de 4 ans. Son père a trouvé du travail. Il s'occupe de l'entretien ménager dans un immeuble de bureaux. Il travaille sept nuits par semaine. Miguel l'aide régulièrement le week-end. Pour aider à boucler le budget, sa mère fait aussi des ménages dans les maisons.

Les années ont passé. La décision des services de l'immigration est finalement tombée, ce qui a rayé les perspectives d'avenir de Miguel. Le juge n'a pas cru sa famille, qui disait être en danger

au Mexique. Miguel et ses parents ont choisi de ne pas partir. Ils sont devenus des sans-papiers à Montréal.

Depuis, Miguel continue d'aller en classe tous les matins. Il fréquente les mêmes amis. Sa matière préférée est toujours l'éducation physique. Mais il est maintenant illégal au sens de la loi. Il n'a plus le droit de fréquenter l'école.

Il longe les corridors en se faisant discret, car il ne veut surtout pas attirer l'attention. « On ne parle jamais de ma situation avec mes amis », dit-il.

Pour ne pas être retrouvée par les services d'immigration, la famille déménage chaque année. Elle vit dans un petit appartement d'une rue anonyme, où tous les immeubles se ressemblent. Un drap rouge accroché avec une corde voile la fenêtre du salon. Seul un petit tricycle vert, abandonné sur le balcon, témoigne de la vie à l'intérieur.

Chaque année, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) envoie une lettre aux parents de Miguel pour leur demander de régulariser la situation de l'adolescent. Ils doivent fournir les documents prouvant leur résidence pour permettre sa réinscription à l'école.

C'est aussi le seul moyen d'avoir un code permanent délivré par le ministère de l'Éducation, code qui suit l'élève au fil de son parcours scolaire et qui témoigne de ses années d'études.

La lettre frappée du logo de la CSDM va rejoindre les autres dans un tiroir de la



Miguel, 16 ans, longe les corridors de l'école en se faisant discret, car il ne veut surtout pas attirer l'attention. « On ne parle jamais de ma situation avec mes amis », dit-il.

commode. « On ne fait rien. On ne peut rien faire », explique la mère dans un français approximatif, les yeux rougis.

Beaucoup d'incertitude concernant les sans-papiers

À Montréal, on compterait quelques centaines, voire quelques milliers d'enfants dans la même situation que Miguel, estime le Collectif éducation sans frontières.

Créé à l'automne 2011, l'organisme travaille auprès des élus pour faire reconnaître le droit des enfants d'avoir accès à l'école, quel que soit le statut migratoire de leurs parents.

« On ne migre pas, on ne part pas de son pays pour avoir quelque chose de moins bien. On veut que ses enfants aillent à l'école. Plusieurs sont prêts à

travailler plus, dans des conditions difficiles, mais ils veulent que leurs enfants aient une meilleure vie. L'accès à l'école est central », fait valoir Adrien Jouan, chercheur et membre du Collectif.

Au Québec, la Loi sur l'instruction publique exige une preuve de résidence légale au moment de l'inscription d'un enfant à l'école. Ce document « légal » pose problème aux immigrants en situation irrégulière.

Résultat, beaucoup d'enfants d'immigrants se retrouvent dans une situation intenable. Certains, comme Miguel, continuent d'aller à l'école même si leur statut a changé. Ils vivent dans la peur d'être dénoncés et expulsés. S'ils ne régularisent pas leur situation,

il vient un moment où ils ne peuvent obtenir leur diplôme.

D'autres réussissent à s'inscrire quand même, avec la bénédiction de l'école, qui accepte de fermer les yeux. Sans documents légaux, ces élèves n'ont toutefois pas de code permanent et leurs années d'études ne sont pas reconnues.

Les écoles sont financées en fonction du nombre d'élèves autorisés par le ministère de l'Éducation. Comme ces élèves sans papiers ne sont pas déclarés, l'école perd du financement. Certaines directions demandent aux parents de payer les droits de scolarité – de 5000 à 6000\$ annuellement.

D'autres enfants ne vont tout simplement pas à l'école. Ils passent des journées entières dans de petits appartements, parfois seuls malgré leur jeune âge, parce que leurs parents doivent travailler pour nourrir leur famille.

Ces situations sont souvent temporaires, indique M. Jouan, mais il est difficile d'avoir le portrait réel, puisque les familles ont honte d'en parler.

« Souvent, les parents disparaissent. Ils vont ailleurs, ils vont en Ontario », dit M. Jouan. Dans la province voisine, les enfants peuvent fréquenter l'école sans être inquiétés (voir encadré).

Les parents de Miguel y songent. Plusieurs de leurs amis ont quitté Montréal au cours des dernières années en espérant trouver une vie meilleure ailleurs. Miguel refuse catégoriquement. « Je ne veux pas déménager à Toronto. Je ne me vois pas recommencer dans une nouvelle ville et devoir encore apprendre une nouvelle langue. »

Ses parents le regardent tristement. Ils veulent le meilleur pour leurs enfants. Les perspectives d'avenir sont limitées.



LA SITUATION EN FRANCE...

Tous les enfants, quel que soit leur statut aux yeux des services d'immigration, peuvent s'inscrire à l'école. En revanche, les membres du Réseau éducation sans frontières ont dénoncé certains dérapages au cours des dernières années. Dans certains cas, la police de l'immigration a profité de la situation pour attendre les parents et les enfants à la sortie des classes, pour ensuite les expulser du pays.



ET À TORONTO

En Ontario, il suffit de vivre dans le territoire d'une commission scolaire pour avoir le droit de fréquenter gratuitement l'école. Depuis quelques années, les écoles de Toronto appliquent aussi la politique du « Don't Ask, Don't Tell », c'est-à-dire que les responsables scolaires ne posent pas de questions, et les immigrants ne sont pas tenus de dévoiler leur statut. Si l'école est informée du statut illégal d'une famille, celui-ci ne sera pas dévoilé aux autorités.

— Pascale Breton

CHÂTEAU D'IVOIRE
— JOAILLIERS —
MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6	Horaires télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 12	Loteries	A8
Bourses	AFFAIRES 10	Monde	A10 et A11
Débats	A12 et A13	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 11
Décès	AFFAIRES 12	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo
Passages nuageux en matinée, maximum 4, minimum 0. AFFAIRES 11



QUÉBEC PRESSÉ DE RÉGLER CE PROBLÈME «ADMINISTRATIF»

PASCALE BRETON

Un problème administratif prive les enfants sans papiers d'école, dénonce le Collectif éducation sans frontières, qui presse le gouvernement de réviser sa loi. Au cours des derniers mois, les membres du Collectif ont multiplié les actions pour sensibiliser les commissions scolaires et les élus à ce phénomène encore méconnu et difficile à quantifier. Ils ont notamment participé à des rencontres de travail avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Demain soir, un rassemblement public est aussi prévu dans le cadre de la réunion des commissaires. « Une commission scolaire n'a peut-être pas le pouvoir de changer les lois, mais elle a le pouvoir d'expliquer au grand jour un problème qui doit se résoudre. C'est scandaleux dans une société comme la nôtre », a déclaré Anne Buisson, membre du Collectif. Elle rappelle que le droit à l'éducation est universel et reconnu dans des conventions internationales. « Une société éduquée est une société égalitaire », a ajouté M^{me} Buisson. Le président de la CSDM, Daniel Duranleau, est conscient de la situation. « Peu importe le statut des enfants et des parents, on veut faire notre bout », affirme-t-il. La clé se trouve toutefois dans les mains du gouvernement, qui doit changer sa politique en cessant de demander une preuve de résidence légale au moment de l'inscription d'un enfant à l'école, croit M. Duranleau. « La piste la plus intéressante est que la règle ministérielle change pour que les choses soient claires. » Actuellement, la situation des élèves sans papiers est jugée au cas par cas. Certaines écoles acceptent les enfants et ferment les yeux. D'autres exigent des droits de scolarité élevés. D'autres encore leur ferment leurs portes. « Si on tombe au bon endroit, avec la bonne personne, notre enfant ira à l'école », affirme Adrien Jouan, chercheur et membre du Collectif, qui souligne les conséquences discriminantes de la situation. Le

regroupement consacre beaucoup d'efforts auprès de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), qui accueille elle aussi un flot important d'immigrants. « On est sensibles à la question », affirme Jean-Michel Nahas, porte-parole de la CSMB. Il ajoute que dans les situations où les familles ont fait une demande de statut de réfugié et attendent une réponse, la CSMB essaie de travailler avec Immigration Canada pour accélérer l'étude des dossiers et éviter que les enfants ne prennent trop de retard. Mais faute de règles plus précises, « chaque commission scolaire a un peu sa propre façon de faire », reconnaît de son côté Stephan Reichhold, directeur de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI).

Rencontre à venir avec le ministre

En parallèle avec les efforts du Collectif éducation sans frontières, un certain consensus semble se dessiner dans le milieu de l'éducation sur la situation des élèves sans papiers. La table de concertation, la CSDM et la CSMB font partie d'un groupe de travail sur la question, dirigé par la D^{re} Cécile Rousseau, du Centre affilié universitaire du Centre de santé et de services sociaux de la Montagne (McGill). Le groupe constitué d'une quinzaine d'organisations a sollicité une rencontre avec la ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, pour discuter de la problématique. La rencontre pourrait avoir lieu en avril. Cet après-midi, il sera également question de l'éducation des enfants sans papiers dans le cadre d'un séminaire sur l'accès aux soins de santé pour les enfants migrants et réfugiés. Au ministère de l'Éducation, le dossier chemine, indique la porte-parole Esther Chouinard. « Le Ministère est sensible à cette problématique », dit-elle. Des travaux sont en cours, rappelle aussi M^{me} Chouinard. « Le Ministère devra terminer les travaux en cours avant de s'avancer sur cette question. »

L'Autorité des marchés financiers rembarre Montréal

L'AMF réplique que ces accusations ne « reflètent pas la réalité ». Parmi les 25 dossiers reçus, 13 sont parvenus à l'AMF pendant la deuxième quinzaine de février, et 11 depuis le 1^{er} mars. « Nous sommes encore en analyse, les premiers résultats

Source: AMF



ÉVÉNEMENT

ÉCHANGEZ VOTRE VÉHICULE

DE RETOUR! AVEC QUEL VÉHICULE TOMBEREZ-VOUS EN AMOUR?

ÉCHANGEZ VOTRE VÉHICULE ET OBTENEZ DES MAINTENANT

0% 72⁺ MOIS

DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À

SUR LES MODÈLES FIESTA, FOCUS, FUSION, ESCAPE ET EDGE 2013 NEUFS SÉLECTIONNÉS.



Bettina A.

« Oui, j'échangerais mon véhicule pour la Fusion. »

LA TOUTE NOUVELLE FUSION SE 2013


5,5 L/100 km SUR ROUTE*
8,7 L/100 km EN VILLE

LOUEZ
299 \$ @ 0%
PAR MOIS TAUX ANNUEL
Terme de 48 MOIS

Incluant un acompte de 2 495 \$.
Frais de transport et taxe sur le climatiseur inclus.

- Moteur EcoBoost® 1,6 L
- Sacs et rideaux gonflables latéraux
- Protège-genoux gonflables côtés conducteur et passager
- AdvanceTrac® avec contrôle de stabilité et antipatinage
- Clé programmable MyKey®



Le programme Ford Recyclez Votre Véhicule

C'EST VOTRE DERNIÈRE CHANCE. L'OFFRE SE TERMINE LE 1^{ER} AVRIL.

OBTENEZ JUSQU'À 3000 \$[~] en prime additionnelle

À l'achat de certains modèles 2012 et 2013 neufs si vous recyclez votre véhicule. Montant illustré du Super Duty.
Primes allant de 500 \$ à 2 500 \$ sur d'autres modèles.

LES FRANCOFOLIES DE MONTREAL



CHANTEURS RECHERCHÉS!

GRAND PRIX DE 5000\$

1^{ère} ÉDITION

L'ÉTOILE MONTANTE FORD

COURRONS LA CHANCE DE CHANTER AUX FRANCOFOLIES DE MONTREAL

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS: FRANCOFOLIES.COM

Inscriptions dès le 13 mars






DEUX ÉQUIPES DE CÉLÉBRITÉS QUÉBÉCOISES S'AFFRONTENT!

DIMANCHE LE 7 AVRIL 2013
AU CENTRE BELL À COMPTER DE 13H

BILLET EN VENTE AU COÛT DE 750 \$
AU WWW.JESUISFAN.CA OU
PAR EVENIO: 514-790-2525 ET 1-877-668-8269

Au profit de



LES CHANGEMENTS



Allons plus loin
| quebecford.ca |

Tombez en amour avec Ford et échangez votre véhicule.
Seulement chez votre concessionnaire Ford.

MONTRÉAL PLUS



Une des structures de l'actuel échangeur Turcot.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Nouvelle version du futur échangeur Turcot

« Grande déception » et optimisme modéré

BRUNO BISSON ET KARIM BENESSAIEH

La nouvelle mouture du futur échangeur Turcot, présentée hier par le gouvernement Marois, a suscité des réactions très variées dans les rangs politiques municipaux et au sein d'organismes de la société civile qui réclament depuis des années une meilleure intégration urbaine de ce carrefour autoroutier du sud-ouest de Montréal utilisé quotidiennement par plus de 300 000 véhicules.

Shannon Franssen, porte-parole de Mobilisation Turcot, qui regroupe plusieurs dizaines d'organismes sociaux et économiques du Sud-Ouest, a exprimé hier sa « grande déception » par rapport au gouvernement péquiste. Elle a rappelé à quel point les ténors du Parti québécois s'étaient montrés ouverts aux propositions de cette coalition sociocommunautaire lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

« Mais ils n'ont pas agi en ce sens-là », a-t-elle déclaré hier. Elle estime que le maintien des structures routières en remblais dans le secteur Pointe-Saint-Charles entraînera une coupure du quartier et l'enclavement de ses résidents. « Il est encore temps de modifier cette portion du projet », a-t-elle ajouté.

La chef du parti Vision Montréal, Louise Harel, a aussi estimé « décevant » qu'on ait conservé ces « murs de la honte » dans le design final du projet. En revanche, elle a qualifié d'« intéressantes » les bonifications aux transports collectifs annoncées hier par Québec.

Son homologue de Projet Montréal, Richard Bergeron, a pour sa part affirmé que le gouvernement a opté pour « le projet le plus cher et le plus compliqué possible, afin de détourner le maximum d'argent » pour le volet routier, au détriment des infrastructures de transports en commun.

Daniel Bouchard, responsable des dossiers de transport au Conseil régional

de l'environnement de Montréal, s'est dit « agréablement surpris » par la nouvelle version du projet Turcot. L'ajout d'une gare de train de banlieue dans l'arrondissement de Lachine et d'une voie réservée aux autobus dans la rue Sherbrooke Ouest sont des « petits pas intéressants ». Mais d'autres projets à l'étude, évoqués hier par le ministre des Transports Sylvain Gaudreault, lui semblent très prometteurs.

Ainsi, l'aménagement d'une voie réservée au covoiturage dans l'axe de l'autoroute 20 ou d'une voie réservée aux autobus sur l'autoroute 13 « pourrait permettre de transférer jusqu'à 5 % des déplacements automobiles vers les transports en commun », selon lui. À condition, bien sûr, que ces projets se réalisent.

Applebaum absent

Quant au maire de Montréal, Michael Applebaum, il a nié le fait que son absence lors du point de presse de Québec soit liée à une insatisfaction de son administration par rapport au projet présenté.

« Je ne suis pas fâché du tout, a-t-il déclaré hier. J'ai décidé de leur laisser la place parce que c'est un dossier qui leur appartient. Je trouve très important d'aller de l'avant. Le gouvernement a pris une décision courageuse dans le meilleur intérêt de la sécurité des Montréalais, étant donné l'état des infrastructures actuelles. »

Il reconnaît que son administration de coalition n'est pas « à 100 % derrière le projet », mais salue les bonifications apportées sur le plan des transports collectifs. « Mais Montréal n'est pas responsable de ce dossier: il relève du MTQ. Nous allons l'appuyer pour tous les volets qui concernent la Ville. »

Regardez notre reportage vidéo sur la sécurité des structures récemment construites au www.lapresse.ca/structures

Le meilleur projet envisageable, selon Pauline Marois

BRUNO BISSON

La première ministre du Québec, Pauline Marois, a déclaré hier que le projet bonifié de reconstruction de l'échangeur Turcot, présenté hier par son gouvernement, était « la meilleure solution envisageable » compte tenu du projet dont il a « hérité du précédent gouvernement ».

En raison de l'état de décrépitude de l'échangeur actuel et des sommes de plus en plus importantes que le ministère des Transports du Québec doit y engloutir seulement pour le garder debout, M^{me} Marois a affirmé que « la sécurité ne pourrait bientôt plus être garantie » si on étirait encore les délais avant son remplacement.

La première ministre a confirmé les informations publiées hier par *La Presse* selon lesquelles Québec imposera un plafonnement des coûts du projet au terme d'une nouvelle revue indépendante des coûts et de l'échéancier, confiée à un comité d'experts externe au ministère des Transports.

Les coûts, actuellement estimés à 3,7 milliards, pourraient donc augmenter encore d'ici l'attribution du contrat de construction principal du projet, maintenant prévue pour l'automne 2014.

Le monde des affaires inquiet

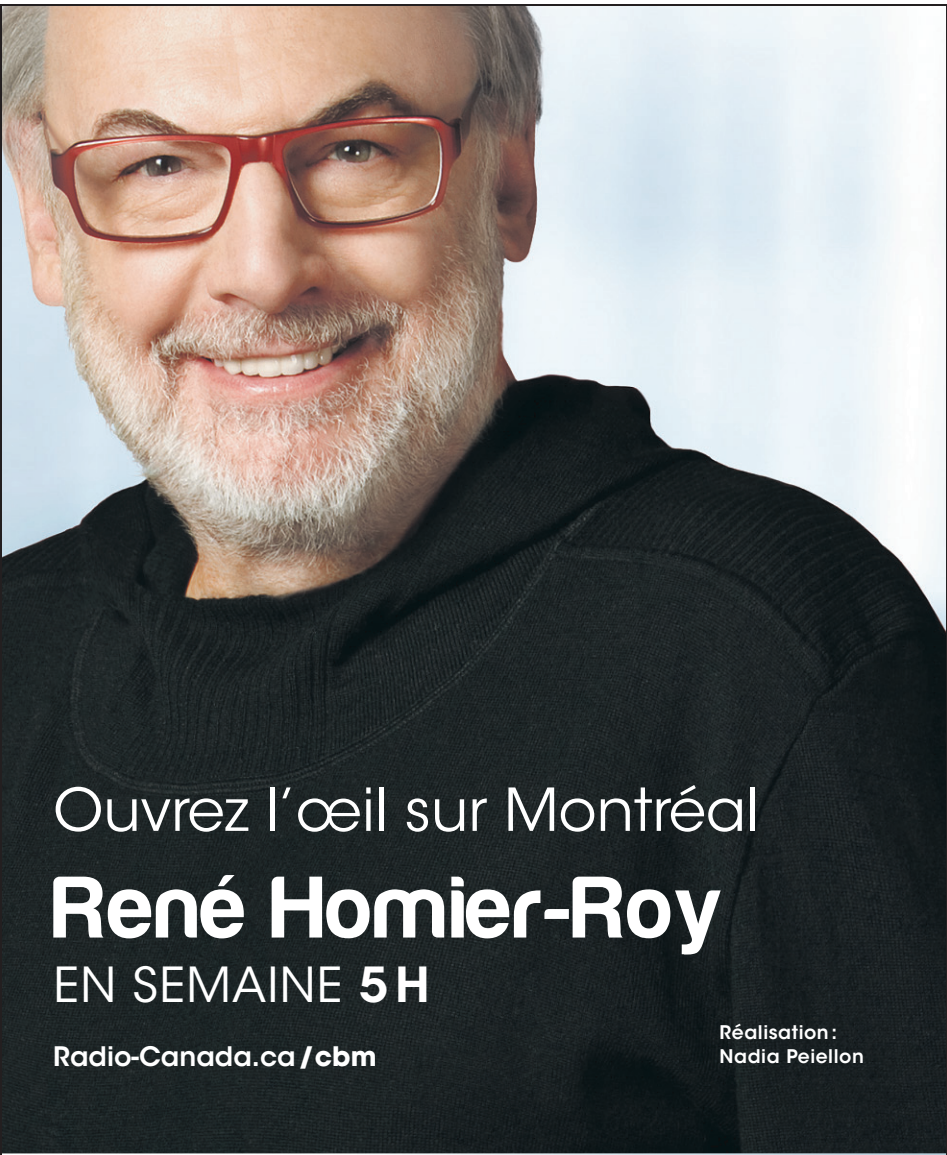
Michel Leblanc, président de la chambre de commerce du Montréal

métropolitain, a salué la volonté de Québec de reprendre en main ce projet, dont les coûts ont plus que doublé depuis 2007. Mais il n'a pas caché sa vive inquiétude par rapport au nouveau report des travaux, qui se poursuivront jusqu'en 2020.

Au cours de la dernière année, a-t-il rappelé, le projet Turcot a donné lieu à deux annonces, qui ont eu pour effet d'ajouter trois ans de délais à sa construction.

« Nous apprécions la détermination du gouvernement, a-t-il déclaré, mais nous critiquons son insouciance vis-à-vis de l'échéancier. Les études ont commencé en 2005. On est maintenant en 2013, et on nous apprend aujourd'hui que ça va prendre encore trois ans de plus que prévu. C'est le syndrome du CHUM », a affirmé M. Leblanc, qui faisait référence au projet de centre hospitalier qui a mis plus de 10 ans à se concrétiser.

« Je suis beaucoup plus inquiet de l'échéancier que des coûts, a ajouté M. Leblanc. Chaque fin de semaine, il y a des voies de circulation qui sont fermées dans l'échangeur actuel. Je comprends que le gouvernement veuille s'assurer de la sécurité du public, mais on joue présentement avec le risque que l'économie de Montréal tout entière souffre si l'échangeur actuel ne tient pas le coup. »



Ouvrez l'œil sur Montréal

René Homier-Roy

EN SEMAINE 5 H

Radio-Canada.ca / cbm

Réalisation : Nadia Peiellon



Ratissez large!

Catherine Perrin

EN SEMAINE 9 H

@RC_ML

Radio-Canada.ca / catherine

Réalisation : Dominique Depatie



Entrez dans le vif de l'actualité

Michel C. Auger

EN SEMAINE 11 H

@midiinfo

Radio-Canada.ca / midiinfo

Réalisation : Philippe Brazeau

ÉCOUTEZ POUR VOIR



COMMISSION CHARBONNEAU

Congédiement en 2006

Tremblay a laissé planer le doute sur le sort de Trépanier

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

L'ex-maire Gérald Tremblay n'a jamais expliqué aux dirigeants de son parti les motifs derrière le départ de Bernard Trépanier, en 2006, ni pourquoi celui-ci continuait malgré tout de collecter massivement des fonds pour Union Montréal, selon le trésorier de la formation, Marc Deschamps.

Devant la commission Charbonneau, le témoin a par ailleurs affirmé qu'il ignorait si le congédiement de celui que plusieurs surnomment monsieur 3 % était lié à une tentative d'extorsion auprès d'un promoteur immobilier.

Des doutes

Marc Deschamps affirme qu'il a reçu un coup de fil de Gérald Tremblay en février 2006. M. Tremblay lui a demandé sèchement « combien coûterait le départ de Bernard Trépanier ». Il dit qu'il ignorait à l'époque les motifs derrière cette demande, mais qu'il a offert quatre mois de salaire et 25 000 \$ comme indemnité de départ à M. Trépanier, qui touchait annuellement un salaire de 82 000 \$. « Il y avait un souhait d'en finir, de régler ça, sans que ce soit désavantageux pour M. Trépanier », a affirmé le témoin hier matin.

Le procureur Paul Crépeau, qui n'achetait visiblement pas les explications de son témoin, lui a demandé si « M. Trépanier a été congédié par Gérald Tremblay vers les 20 ou 22 février 2006 parce que le maire venait



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE
Marc Deschamps (notre photo) affirme qu'il a reçu un coup de fil de Gérald Tremblay en février 2006. M. Tremblay lui a demandé sèchement « combien coûterait le départ de Bernard Trépanier ».

d'apprendre qu'il a essayé d'extorquer 1 million de dollars d'un promoteur immobilier ». Marc Deschamps

construire un centre commercial dans l'ancienne carrière Francon, dans le quartier Saint-Michel.

Marc Deschamps a affirmé qu'il parlait peu à Bernard Trépanier, mais la Commission a pourtant révélé que les deux hommes avaient eu 1401 conversations téléphoniques de 2005 à 2011.

a dit qu'il ignorait tout au sujet de possibles démêlés de Trépanier avec Smart Centres, filiale immobilière de Wal-Mart, qui tentait à l'époque de

Le trésorier a également dit qu'il ignorait si Trépanier, comme le veulent les informations de la Commission, est parti des bureaux d'Union

Montréal avec une boîte à chaussures remplie d'argent, en coupures de 100 \$.

Étrangement, même si Trépanier n'avait plus de lien avec Union Montréal à partir de 2006, il a conservé son certificat de solliciteur jusqu'à la fin de 2009. Marc Deschamps a d'ailleurs reconnu que celui-ci a continué à être le collecteur de fonds « le plus prolifique » du parti. Le trésorier a de plus ajouté qu'il a vu Trépanier à des activités de financement d'Union Montréal; monsieur 3 % y aurait même croisé Gérald Tremblay.

Les explications de Deschamps n'ont pas semblé convaincre la Commission. Le comptable a affirmé qu'il parlait peu à Trépanier, mais la Commission a pourtant révélé que les deux hommes avaient eu 1401 conversations téléphoniques de 2005 à 2011 – soit 19 par mois. Ils se sont également rencontrés à une vingtaine de reprises après le congédiement de Trépanier d'Union Montréal, selon l'agenda du trésorier, remis à la Commission. En comparaison, durant cette période, Marc Deschamps n'a jamais téléphoné à Gérald Tremblay, qu'il décrit pourtant comme un « ami professionnel ».

Témoignage arrangé?

Par ailleurs, le témoin a irrité la juge Charbonneau, hier, lorsqu'il a admis avoir pris contact, en vue de son témoignage, avec une personne impliquée devant la Commission dans le financement illégal. Interrogé sur la fausse facture de 75 000 \$ que SNC-Lavalin dit avoir payée pour Union Montréal, Marc Deschamps a catégoriquement nié et a expliqué qu'« André Morrow a fait une déclaration écrite à la Commission comme quoi cette facture n'avait pas trait à la campagne ».

Or, le témoin venait d'expliquer qu'il n'avait jamais entendu parler de cette facture. Il a donc été forcé de reconnaître qu'il avait appelé vendredi dernier André Morrow, dont la firme a travaillé pour Union Montréal lors des élections de 2005.

« Quel était le but de ça, sachant que vous alliez témoigner? », lui a aussitôt demandé la juge Charbonneau.

« Pour avoir l'heure juste », a offert Deschamps pour toute explication.

« Juste avant de témoigner à la Commission... », a de nouveau souligné la juge Charbonneau.

Plus tard, la juge Charbonneau a également fait admettre à Marc Deschamps que son témoignage avait été préparé avec l'avocat d'Union Montréal, M^c Michel Dorval.

Deux témoins importants démissionnent

ANNABELLE BLAIS

Les ingénieurs Rosaire Sauriol et Robert Marcil, deux témoins de la commission Charbonneau, ont annoncé hier leur démission de leur firme respective.

M. Sauriol, vice-président de la firme Dessau, a démissionné hier, une semaine après son témoignage à la Commission.

La firme d'ingénierie-construction a confirmé l'information par communiqué, sans donner de détails. Devant la Commission, Rosaire Sauriol avait reconnu que des employés de l'entreprise avaient servi de prête-noms afin de financer les partis politiques. La firme a aussi eu recours à de fausses factures pour fournir illégalement de l'argent aux partis provinciaux et municipaux (Montréal, ses arrondissements ainsi que plusieurs villes de banlieue).

Rosaire Sauriol s'est attribué la responsabilité de ces stratagèmes au sein de l'entreprise, mais il a reconnu



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE
Rosaire Sauriol, vice-président de la firme Dessau, a démissionné hier, une semaine après son témoignage à la commission Charbonneau.

que la haute direction était au courant. Le communiqué ne précise pas les raisons du départ de M. Sauriol. Il indique simplement que « depuis 2009, Dessau a agi sur plusieurs fronts afin de corriger une situation qui était pour l'entreprise et notre industrie inacceptable, notamment en

modifiant ses pratiques d'affaires et en renforçant, avec l'aide d'experts externes, plusieurs aspects de son code d'éthique ». Joint par La Presse, la firme n'a pas souhaité commenter cette démission. De plus, M. Sauriol n'exerce plus aucune fonction dans les filiales de Dessau.



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE
Le Groupe SM international a annoncé en fin d'après-midi hier que Robert Marcil avait quitté son poste pour « des raisons personnelles ».

Dessau a été cofondée par son père, Paul-Aimé Sauriol, en 1957. Le frère de Rosaire, Jean-Pierre, demeure président de la firme.

Le Groupe SM international a aussi annoncé hier que Robert Marcil avait quitté son poste pour « des raisons personnelles ». « À la suite

d'une rencontre, les deux parties se sont entendues sur les modalités relatives à ce départ », écrit l'entreprise dans un communiqué. Ces modalités demeureront confidentielles.

De son côté, Robert Marcil avait témoigné en février à la commission Charbonneau en tant qu'ancien directeur à la réalisation des travaux à la Ville de Montréal. Il avait nié avoir touché des pots-de-vin de la part d'entrepreneurs.

Il était le supérieur de Luc Leclerc et de Gilles Surprenant, qui ont touché 1 million de dollars en pots-de-vin. M. Marcil avait démissionné en 2009 lorsque la Ville avait appris qu'il était allé en Italie avec Joe Borsellino, de Garnier Construction. La Commission a établi que M. Marcil avait fourni des informations à M. Borsellino concernant des contrats à venir.

— Avec Philippe Teisreira-Lessard



CESSEZ DE CHERCHER À GAUCHE ET À DROITE.
Les prix Air Canada les plus bas se trouvent sur aircanada.com

FAITES LE TEST.

Si vous trouvez, dans les 24 heures, un prix Air Canada inférieur au nôtre, nous vous accorderons un crédit de 50 \$ plus la différence du prix.

C'EST LA PROMESSE QUE VOUS FAIT AIR CANADA.

Vous trouverez toujours nos prix les plus bas sur aircanada.com

Réservez dès maintenant.

aircanada.com



La garantie des plus bas prix Air Canada s'applique également aux réservations effectuées par les agents de voyages sur le site aircanada.com/agents
Notre promesse: si vous trouvez, dans les 24 heures suivant l'achat de billets sur aircanada.com, un prix Air Canada plus bas d'au moins 5 \$ pour exactement le même vol Air Canada, Air Canada Express^{MC} (exploité par Jazz Aviation LP, Sky Regional Airlines inc., Exploits Valley Air Services Ltd. ou Air Georgian) ou Air Canada rouge au départ du Canada, Air Canada vous offrira un crédit de 50 \$ plus la différence du prix par passager. Les prix non accessibles au public et les vols à code multiple sont exclus. D'autres conditions s'appliquent. Pour tous les détails, visitez aircanada.com/garanti. ^{MC}Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada.

ENTREFILETS



PHOTO RYAN REMIORZ, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Contributions des dirigeants de SNC-Lavalin au Parti conservateur Le NPD réclame aussi une enquête

OTTAWA — Le Nouveau Parti démocratique (NPD) joint sa voix à celle du Bloc québécois pour réclamer une enquête d'Élections Canada sur une quarantaine de contributions faites par des dirigeants de SNC-Lavalin au Parti conservateur au cours des dernières années.

Dans une lettre envoyée au cours des derniers jours, le député néo-démocrate Robert Aubin a évoqué trois séries de dons atteignant 35 000 \$ et qui, selon lui, seraient susceptibles de violer la loi électorale.

M. Aubin a ainsi fait écho aux démarches du Bloc, qui a envoyé une lettre semblable la semaine dernière.

« Ces dons similaires, dans des périodes de temps restreintes, sont particulièrement

préoccupants, considérant certaines révélations récentes à la commission » Charbonneau, a écrit le député néo-démocrate.

« Des procédés semblables à ceux décrits ci-dessus concernant ce qui semblerait être une série de dons concertés en provenance de dirigeants de SNC-Lavalin ont été mentionnés dans le cadre de cette commission », a-t-il ajouté.

L'un des exemples mentionnés vise des contributions totalisant 15 000 \$ provenant d'une douzaine de cadres de l'entreprise et de deux de leurs conjointes. Elles ont été faites pour la campagne du candidat conservateur dans la circonscription de Montmorency-Charlevoix-Haute-Côte-Nord lors des dernières élections, en 2011.

— Hugo De Grandpré

PLQ Moreau hérite du poste de leader parlementaire

Soucieux de ramener la paix au Parti libéral du Québec (PLQ), Philippe Couillard confiera des postes stratégiques à ses anciens adversaires. On offrira ainsi à Pierre Moreau le poste de leader parlementaire de l'opposition, a appris *La Presse*.

M. Moreau a surpris les observateurs au congrès du 17 mars en terminant deuxième, devant Raymond Bachand. Ses deux discours lui ont aussi conféré une stature nouvelle au PLQ. Le poste confié à Pierre Moreau lui assure une prime de 20 % sur le salaire de député, mais lui permet surtout d'engager une demi-douzaine d'employés de cabinet.

Philippe Couillard avait déjà assuré à Raymond Bachand qu'il resterait critique en matière de finances pour l'opposition officielle. Jean-Marc Fournier demeure également chef de l'opposition – il est davantage susceptible de faire consensus que M. Moreau.

Pour le poste de leader adjoint, M. Couillard envisage d'aller puiser dans l'équipe de M. Bachand. Il hésite entre Lise Thériault, sa présidente de campagne, ou Danielle St-Amand, députée de Trois-Rivières.

— Denis Lessard

Dons illégaux Khadir dénonce la « passivité » du DGE

QUÉBEC — Le député de Québec solidaire Amir Khadir dénonce la « passivité » du Directeur général des élections (DGE), qui a été incapable de faire la lumière sur les dons illégaux de la firme SNC-Lavalin malgré les documents qu'il lui avait remis en 2010.

La commission Charbonneau a démontré que les employés de cette firme ont versé, de 1998 à 2010, 570 000 \$ au Parti libéral du Québec (PLQ) et

477 000 \$ au Parti québécois. Ils le faisaient en échange d'une prime de leur employeur, ce qui est illégal. Or, en mars 2010, M. Khadir avait remis au DGE une liste de 111 donateurs, principalement libéraux, qui sont employés ou dirigeants de SNC-Lavalin, Axor, BPR et Cima+. « C'est une faute grave de ne pas avoir agi avec combativité. Le DGE a été trop timide », estime M. Khadir.

— Tommy Chouinard

Médicaments Plus de pouvoirs aux infirmières

Après 10 ans de négociations, les infirmières obtiennent plus de pouvoirs en matière de médicaments. Elles pourront désormais ajuster les ordonnances des patients qui souffrent d'hypertension et de diabète, ainsi que les traitements d'anticoagulothérapie et de dyslipidémie. Des centaines de médicaments, parmi lesquels figurent les plus vendus au Canada, seront touchés par

cette entente, que le ministre de la Santé Réjean Hébert qualifie d'« historique ». À partir du 15 avril, quatre ordonnances collectives seront activées à l'échelle du Québec. Une ordonnance collective est une prescription faite par un ou plusieurs médecins à un autre groupe de professionnels de la santé, comme les infirmières ou les pharmaciens.

— Daphné Cameron

CUSM Québec accueille « favorablement » le plan de compressions

Le plan de retour à l'équilibre budgétaire du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) est accueilli « favorablement » par le gouvernement, a annoncé hier soir le ministère de la Santé, dans un communiqué. De son côté, l'hôpital refuse toujours de rendre le document public.

Selon le communiqué publié par le Ministère, environ 40 millions seront retranchés dès le budget 2013-2014. Or, le Ministère avait préalablement exigé des

compressions de 50 millions. Les coupes avaient été demandées à la suite du dépôt du rapport Baron, un exercice de vérification qui a révélé que l'établissement pourrait se retrouver avec un déficit de 115 millions en 2012-2013, du jamais vu dans l'histoire du Québec. Ce dérapage aurait notamment été causé par une augmentation injustifiable des heures rémunérées par rapport à la quantité de soins prodigués.

— Daphné Cameron

LES PIPELINES DU CANADA

DÉPLACER L'ÉNERGIE D'UN POINT À L'AUTRE, POUR PERMETTRE AUX CANADIENS D'EN FAIRE AUTANT.



SI VOUS AVEZ PRIS L'AUTOBUS, LE TRAIN, L'AVION OU VOTRE VÉHICULE AUJOURD'HUI, IL ÉTAIT PROBABLEMENT ALIMENTÉ PAR UN PRODUIT PÉTROLIER QUE NOUS AVONS DISTRIBUÉ.

C'est le cas de plus de 98 pour cent des moyens de transport au Canada. Pour acheminer les produits pétroliers et gaziers canadiens de leur lieu d'exploitation à leur lieu d'utilisation, il faut utiliser des techniques de pointe et des méthodes de construction très précises, et exploiter de façon professionnelle un réseau comprenant plus de 100 000 km de pipelines de transport.

Le Canada construit des pipelines sûrs depuis plusieurs décennies, et c'est ce que notre industrie entend continuer à faire pour longtemps.

Nous vous invitons à en découvrir davantage à propos du rôle des pipelines dans notre pays.

NOUS DISTRIBUONS VOTRE ÉNERGIE, JOUR APRÈS JOUR



Pour en savoir plus, visitez aproposdespipelines.com

MONDE

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO AFP

Italie
Un proche de Berlusconi condamné

L'ex-sénateur Marcello Dell'Utri, proche de l'ex-chef du gouvernement Silvio Berlusconi, a été condamné à sept ans de prison pour complicité avec la mafia par la Cour d'appel de Palerme, soit pour avoir joué les « médiateurs » auprès de Cosa Nostra afin d'obtenir la protection de la mafia pour le Cavaliere et sa famille.

— Agence France-Presse

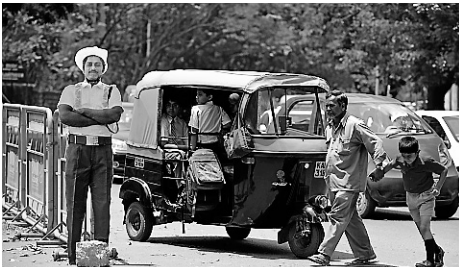


PHOTO AFP

Inde
Policiers en carton à Bangalore

La police de Bangalore, en Inde, tente une nouvelle méthode pour réduire les infractions routières : elle place des policiers en carton sur le bord des routes afin que les conducteurs pensent que les forces de l'ordre ne cessent de les surveiller. Le nombre de morts sur les routes a explosé en Inde.

— Agence France-Presse



PHOTO AFP

86%

Une large majorité de Français, 86 %, serait favorable à un renforcement de la loi interdisant le port de signes religieux ostensibles dans les lieux où l'on s'occupe d'enfants et 83 % voudraient étendre l'interdiction aux entreprises privées, selon un sondage publié par *Le Parisien/Aujourd'hui* en France.

— Agence France-Presse



PHOTO AFP

Birmanie
Autres violences religieuses

Le régime birman a mis en garde contre « l'extrémisme religieux » et promis de tout faire pour ramener l'ordre après des violences entre bouddhistes et musulmans qui ont fait plus de 30 morts la semaine dernière et menacent le processus de réformes politiques.

— Agence France-Presse

Le Pakistan cherche un sauveur

La population est irritée par le mauvais bilan du Parti du peuple pakistanais

Habitué aux coups d'État militaires, le Pakistan vient de voir un gouvernement aller au bout de son mandat pour la première fois de son histoire. Résultat : le 11 mai prochain, 86 millions d'électeurs seront appelés aux urnes pour les législatives. Les Pakistanais sont néanmoins déçus par le parti au pouvoir et sont à la recherche d'un sauveur, explique notre journaliste.

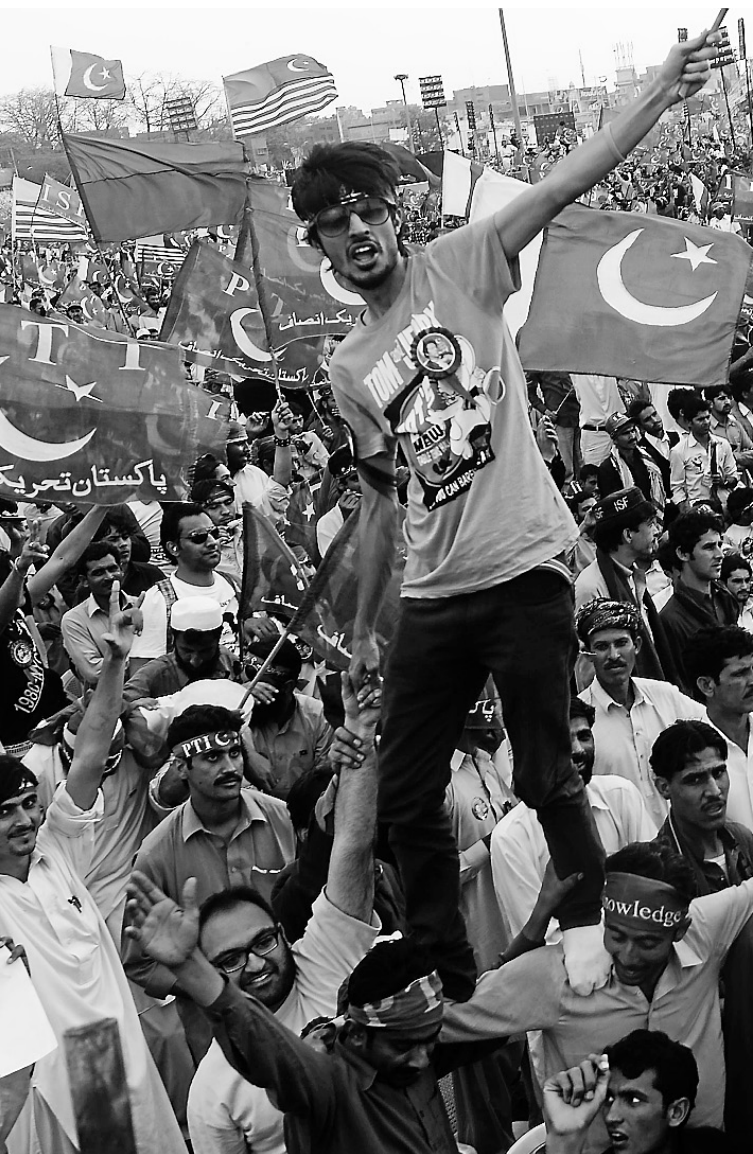


PHOTO ARIF ALI, AGENCE FRANCE-PRESSE

Plus de 100 000 personnes se sont rassemblées la fin de semaine dernière à Lahore pour signaler leur appui à Imran Khan, politicien et ancienne vedette de cricket.

EMMANUEL DERVILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

LAHORE — Qui sauvera le Pakistan? Pour 100 000 personnes qui se sont rassemblées dans le centre de Lahore samedi dernier, c'est Imran Khan, leur idole, qui le peut.

Au milieu des haut-parleurs qui crachent des chants patriotiques et des ballades populaires, une foule de curieux côtoie des partisans surexcités, reconnaissables à leur t-shirt marqué du visage de leur protégé. Le week-end dernier, cet ancien joueur de cricket a organisé le premier rassemblement de la campagne.

Après cinq ans à la tête du gouvernement fédéral, le Parti du peuple pakistanais (PPP) a un mauvais bilan. « Ce pays est devenu invivable », soupire Mehreen Rana. Âgée de 32 ans, cette électricienne du PTI aux longs cheveux noirs est à bout de nerfs. « Je n'ai plus d'eau ni de gaz chez moi. L'électricité est coupée toutes les 30 minutes. »

Comme la plupart des villes, Lahore est privée de courant de 10 à 12 heures par jour. À cause de la crise énergétique, le PIB n'a augmenté que de 3,7 % l'an passé, bien en dessous des économies de l'Asie du Sud.

Musharraf de retour

Difficile dans ces conditions de créer assez d'emplois pour les millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Selon l'office pakistanais des statistiques, 46 % de la population a moins de 20 ans.

Pire, les pénuries poussent les ouvriers au chômage technique. « Je suis salarié dans une imprimerie, explique Mohamed Tahir, homme chétif de 20 ans venu acclamer Imran Khan. Avant, je travaillais de 8 à 10 heures par jour. Mais sans électricité pour faire tourner les machines, je ne travaille plus que quatre heures. Les partis au pouvoir se renvoient la balle alors qu'ils sont

responsables de cette situation. À cause d'eux, mon salaire a baissé de moitié ! »

Lassés, les Pakistanais attendent celui qui les sortira du marasme. Les appelés sont nombreux. Même le général Musharraf, le dictateur qui a dirigé le pays de 1999 à 2008, s'est lancé dans la campagne après quatre années d'exil, alors qu'il a peu de soutien. Moins d'un millier de personnes l'ont accueilli à sa descente d'avion dimanche.

Mesures populistes

Pour séduire les électeurs, les partis rivalisent de propositions et de mesures populistes. Le PTI prétend éradiquer la corruption et le terrorisme en trois mois.

À Lahore, c'est le PML-N qui gouverne. Un an avant le scrutin, il a distribué des ordinateurs portables aux étudiants et a aménagé une ligne de bus ultramoderne. Le ticket, vendu 20 roupies (20 cents), est subventionné.

Le PPP n'est pas en reste. Depuis cinq ans, il distribue de l'argent sans aucune condition aux plus pauvres, notamment dans ses bastions électoraux de la province du Sindh et du sud du Punjab. Selon les chiffres du gouvernement fédéral et de la Banque mondiale, au moins 120 milliards de roupies (1,2 milliard de dollars) auront été versés à plus de 3,5 millions de foyers entre 2008 et 2013.

Combiné à la corruption, au terrorisme et à la chute des investissements étrangers, ce programme a mis les finances publiques à genoux. Le 6 mars, le directeur de la Banque asiatique de développement à Islamabad a prévenu que d'ici trois mois, le Pakistan n'aurait plus assez de devises pour payer ses importations. Selon lui, le pays devrait solliciter une aide de 9 milliards de dollars américains auprès du FMI cette année.

TROIS PARTIS EN TÊTE DU PELOTON

Le pays compte pas moins de 247 partis politiques. Seulement trois figurent en tête des sondages.



PHOTO AP

Le Parti du peuple pakistanais (PPP) d'**Asif Ali Zardari**. Affaibli par des scandales de corruption et une mauvaise politique économique, il perd du terrain chez les classes populaires.



PHOTO AP

Le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI) d'**Imran Khan**. Fondé en 1996, il n'a jamais siégé au Parlement et apparaît comme un nouveau venu. Il est très populaire chez les jeunes.



PHOTO AFP

Le PML-N de **Nawaz Sharif**. Il a le soutien des hommes d'affaires de la province du Punjab.

VIOLS EN TEMPS DE GUERRE

Angelina Jolie en mission africaine

HUGO PILON-LAROSE

L'actrice américaine Angelina Jolie, qui représente le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) depuis 2001, visite cette semaine le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) avec le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague. Leur mission doit attirer l'attention sur l'enjeu des viols en temps de guerre.

« Il est temps que la communauté internationale dise

que l'utilisation du viol comme arme de guerre est inacceptable, de livrer à la justice leurs auteurs et d'en finir avec l'opprobre des victimes », a déclaré le ministre Hague, qui promet d'en faire un enjeu personnel dans le cadre du G8 à Londres, en avril.

Au Rwanda et en RDC, ils rencontreront des politiciens, des victimes de viol et des associations locales. En RDC, l'enjeu du conflit entre l'armée congolaise et le Mouvement du 23 mars dans la province du Nord-Kivu sera abordé de

front, puisque la région est le théâtre de nombreux viols.

Les vedettes : un mal nécessaire ?

Si la présence de vedettes dans les missions diplomatiques est parfois contestée, celle d'Angelina Jolie est un avantage, croit Andrew Cooper, professeur en science politique spécialisé en coopération internationale à l'Université de Waterloo, en Ontario.

« Elle attire l'attention de la population et des médias sur les enjeux qu'elle appuie. Elle



PHOTO MUHAMMAD HAMED, REUTERS

L'actrice Angelina Jolie travaille comme envoyée spéciale pour l'ONU depuis 2001.

n'est peut-être pas une experte en la matière, mais c'est probablement pour cette raison que la mission est organisée conjointement avec le ministre des Affaires étrangères britannique, qui sera responsable des enjeux précis », explique M. Cooper.

« Quand on regarde son passé, on pourrait croire qu'elle n'est pas une bonne candidate pour ce genre d'opération. Pourtant, depuis 10 ans, elle fait du bon travail.

Les gens aiment travailler avec elle, et des enjeux difficiles et complexes ont été abordés, comme le cas des réfugiés irakiens », souligne-t-il.

Depuis qu'elle est ambassadrice des Nations unies, Angelina Jolie a participé à plus de 40 missions sur le terrain. En avril 2012, elle a été nommée envoyée spéciale du haut-commissaire de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, António Guterres.

— Avec l'Agence France-Presse

COMMENT LA NRA INFLUENCE LES ÉLUS DU CONGRÈS

Des millions contre le contrôle des armes à feu



PHOTOS REUTERS ET AGENCE FRANCE-PRESSE

RICHARD HÉTU , COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Douze millions de dollars: les partisans du contrôle des armes à feu n'ont jamais disposé d'une somme d'argent aussi importante que celle que le maire de New York, Michael Bloomberg, vient d'allouer pour une campagne publicitaire nationale destinée à contrer l'influence de la National Rifle Association (NRA), puissant lobby des armes. Mais cette somme demeure modeste comparativement aux moyens dont dispose la NRA pour influencer les élus du Congrès des États-Unis, qui pourraient finir par saboter tous les projets de loi sur les armes à feu présentés dans la foulée de la tuerie de Newtown, explique notre journaliste.

L'ARGENT

En 2010, la NRA a déclaré au fisc américain des dépenses totalisant 243,5 millions de dollars, soit 240 millions de dollars de plus que le Centre Brady pour la prévention de la violence attribuable aux armes à feu, l'une des plus importantes organisations en faveur du contrôle des armes.

LES PUBS

Pendant la campagne électorale de 2012, la NRA a investi pas moins de 25 millions de dollars dans des campagnes publicitaires, dont 7 millions ont servi à appuyer des candidats républicains et 18 millions à dénoncer des candidats démocrates.

LE BULLETIN DE NOTES

Le bulletin de notes de la NRA ne coûte rien, mais c'est peut-être le moyen le plus efficace pour mettre les élus du Congrès au pas. Le lobby des armes accorde à chacun des sénateurs et représentants une note (de A à F) en fonction de ses votes sur des questions liées de près ou de loin aux armes à feu. Les détenteurs des notes A+ sont récompensés par les dons électoraux les plus généreux offerts par la NRA.

LE LOBBYISME

La NRA a dépensé 2,98 millions de dollars en activités de lobbyisme en 2012. Sur 4352 organisations représentées par des lobbyistes à Washington, le lobby des armes se situe au 170^e rang, selon le site OpenSecret.org.

LES CONTRIBUTIONS

Les sommes d'argent que la NRA donne directement aux candidats électoraux demeurent relativement modestes. En 2012, 236 candidats républicains et démocrates au fédéral ont reçu un total de 1,1 million de dollars. Les cinq candidats les plus gâtés étaient tous des républicains:

Rick Berg (Dakota-du-Nord)	12 400 \$
Steve King (Iowa)	11 300 \$
Tommy Thompson (Wisconsin)	10 950 \$
George Allen (Virginie)	10 400 \$
Ted Cruz (Texas)	10 150 \$

Chine Xi Jinping appelle au respect de la « dignité » de l'Afrique

DAR ES SALAM — Le président chinois Xi Jinping a promis hier de renforcer les relations entre son pays et l'Afrique, déjà en plein essor, et a invité le reste du monde à prendre exemple sur la Chine et à respecter « l'indépendance et la dignité » de ce continent à la croissance économique impressionnante. M. Xi a estimé que « l'amitié sincère » unissant la Chine et l'Afrique était fondée sur une relation d'égal à égal. « La Chine défend la justice et s'oppose à la pratique du grand harcelant le petit », a-t-il poursuivi. Le choix de l'Afrique pour le premier déplacement à l'étranger du nouveau président illustre l'importance que la Chine place dans le développement de ses relations économiques et politiques avec ce continent, soulignent les experts. La Chine est

devenue depuis 2009 le premier partenaire commercial de l'Afrique. « La Chine va poursuivre sa coopération avec l'Afrique, conformément à son engagement de fournir 20 milliards de dollars de crédits aux pays africains entre 2013 et 2015 », a poursuivi Xi Jinping, investi mi-mars comme président de la République populaire. La Chine a certes d'importants intérêts économiques en Tanzanie, notamment dans le secteur minier. Mais c'est aussi là qu'elle a réalisé, dans les années 70, ce qui est encore aujourd'hui considéré comme le plus vaste projet d'aide chinoise en Afrique: une ligne de chemin de fer reliant le pays à la Zambie. — Agence France-Presse

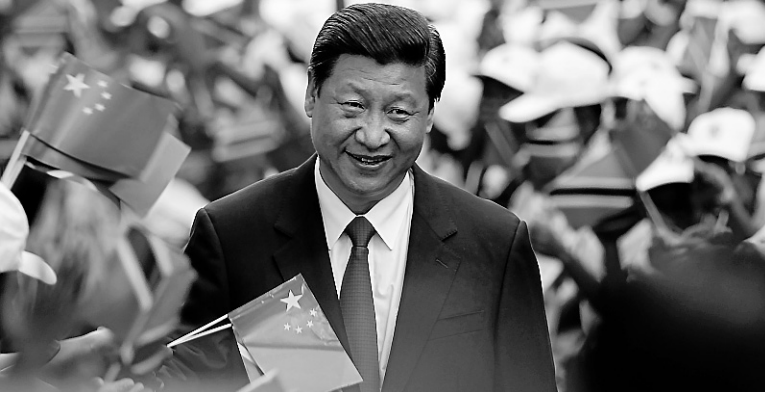


PHOTO THOMAS MUKOYA, REUTERS

Afghanistan Bagram passe aux autorités locales

BAGRAM — L'armée américaine a annoncé hier avoir cédé à l'armée afghane le contrôle total de la prison controversée de Bagram, surnommée le Guantánamo afghan. Quelques heures plus tard, le secrétaire d'État John Kerry est arrivé à Kaboul pour une visite-surprise destinée à apaiser les tensions entre les deux pays au moment où ils négocient un partenariat stratégique de long terme. La prison était l'objet de discussions bilatérales houleuses, les États-Unis craignant que nombre de prisonniers talibans soient libérés une fois la prison passée sous contrôle afghan. D'ailleurs, 26 prisonniers ont été relâchés hier, a déclaré le général afghan Ghulam Farouq Barakzai. Le transfert représente « une part importante du processus de transfert de la sécurité aux forces afghanes », a estimé le général Joseph Dunford, commandant des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan. Installée à côté de l'immense base américaine de Bagram, la prison du même nom est parfois montrée du doigt par les organisations de défense des droits de l'homme, qui dénoncent notamment des détentions abusives. — Agence France-Presse

Êtes-vous tannés d'avoir mal aux pieds?

Très grande sélection de chaussures et sandales tendance avec ou sans ORTHÈSES.

POINTURES
6 à 15 pour homme
4 à 13 pour femme

Grand choix de LARGEUR
B à 6E pour homme
AAA à 4E pour femme

PLUS DE 300 MODÈLES

Chaussures Dupuis

3963, rue Wellington à Verdun
514.762.5184
www.chaussuresdupuis.com

À 2 minutes de marche de l'Église
À 5 minutes du pont Champlain

DES EMPLOIS EN AÉRO.com

Inscris-toi maintenant pour une carrière prometteuse!

École des métiers de l'aérospatiale de Montréal

ÉCOLE NATIONALE D'AÉROTECHNIQUE
Un campus du collège Édouard-Montpetit

Cette campagne est rendue possible grâce à la collaboration particulière du CAMAQ:

30 ANS DÉJÀ!
A RÉUNI ENSEMBLE UNE INDUSTRIE DE CLASSE MONDIALE
COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE EN AÉROSPATIALE

Des entreprises qui emploient nos diplômés participent à cette campagne:

Bell Helicopter
Une société de Textron

msb ressources globales

BOMBARDIER
Révolution de la mobilité

Pratt & Whitney Canada
Une société de United Technologies

CAE

Premier Aviation
OVERHAUL CENTER

HÉLICOPTÈRES CANADIENS
UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE HNZ

Rolls-Royce

msb

THALES

Partenaire:

AÉRO MONTRÉAL
Groupe aérospatiale du Québec

www.desemploisenaero.com

ÉDITORIAUX

Profession de foi



FRANÇOIS CARDINAL

francois.cardinal@lapresse.ca

Au fil des années, le projet Turcot a vu son budget augmenter et son échéancier sans cesse reporté. Tout cela parce que le gouvernement libéral a multiplié les annonces prématurées en s'appuyant sur des informations partielles et imprécises. Annonçant le projet à son tour, hier, le gouvernement Marois a juré qu'il ne répètera pas les erreurs de son prédécesseur. Il a fixé des balises d'intégrité, un prix plafond et un échéancier qu'il juge plus réaliste afin d'éviter tout dépassement de coûts. Cette fois est-elle la bonne? Rien ne le garantit.

Cette énième annonce sur le projet Turcot est-elle la bonne? Rien ne le garantit.

Certes, sur le plan de la probité et de la transparence, les péquistes semblent avoir fait le nécessaire. La récente loi sur l'intégrité en matière de contrats publics obligera toutes les entreprises et leurs administrateurs à se soumettre à un examen de «bonne conduite» de la part de l'Autorité des marchés financiers avant d'obtenir le droit de travailler sur le chantier. Par contre, l'encadrement du budget «final» et du nouvel échéancier du projet apparaîtraient moins rigoureux. La première ministre Marois a affirmé hier, de façon catégorique, que le chantier de reconstruction prendrait fin en 2020, et que la facture ne dépasserait pas

Chypre K.-O.



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

L'accord conclu in extremis pour sauver Chypre de la faillite sonne le glas du petit pays comme place financière internationale. Des milliers de personnes vont se retrouver sans emploi, des investisseurs vont perdre des sommes colossales, la réputation du pays est en lambeaux. Comme le titrait *Le Monde* hier, «Chypre se retrouve sans modèle économique». L'entente à laquelle sont parvenus le gouvernement chypriote et l'Union européenne (UE) a le grand avantage, par rapport à la première version rejetée la semaine dernière par le parlement de Nicosie, d'épargner les petits déposants. Le fardeau de la restructuration des deux grandes banques de l'île repose désormais entièrement sur les épaules des actionnaires, détenteurs d'obligations et gros déposants (100 000 euros et plus). Parmi ces derniers, on compte plusieurs oligarques russes dont les problèmes n'attirent pas la pitié. Mais il y a aussi des épargnants et des entreprises légitimes qui n'ont rien fait pour se voir ainsi dépouillés. La deuxième banque du pays, la Laiki Bank, sera fermée. Ses 8000 employés seront mis au chômage. Les dépôts assurés seront transférés à la plus importante Bank of Cyprus, qui devra être recapitalisée. À terme, le secteur financier, trop imposant pour une si petite économie, sera ramené à la moitié de sa taille actuelle. L'impact économique de ces mesures sera dévastateur. On prévoit une récession, voire une dépression. Déjà, au cours de la dernière année, le taux

des 3,7 milliards. «À la limite, le projet pourrait coûter moins cher», a-t-elle ajouté, mais certainement pas un sou de plus. L'air est connu. Il s'est fait entendre lors des annonces touchant le métro de Laval, le CUSM, l'échangeur Dorval ou encore, le Stade olympique! La différence cette fois, précise le gouvernement, c'est qu'un comité d'experts indépendant sera nommé pour veiller au respect du cadre budgétaire. Mais dans ce cas, pourquoi ne pas avoir nommé le comité avant de fixer le cadre budgétaire? Pourquoi ne pas avoir validé le coût et le calendrier avant de fixer un budget final et un échéancier ultime? Pourquoi jurer que le plafond budgétaire de 3,7 milliards sera respecté... mais préciser dans la même foulée qu'il ne sera imposé qu'après avoir été revu de façon indépendante? Bref, en quoi cette estimation est-elle plus «finale» que celle de l'an dernier? Cette question est capitale, car en terme d'infrastructures, le problème habituel au Québec n'est pas le respect des évaluations budgétaires... mais bien l'élaboration des évaluations budgétaires. Peu importe le projet d'infrastructure, il est chaque fois question d'une estimation incomplète, d'une mauvaise définition des besoins, d'une analyse insuffisante des risques... et d'un gouvernement qui finit par hausser les budgets en plaidant les imprévus. Ce fut le cas du train de l'Est, du CHUM et... de Turcot jusqu'ici, dont les coûts ont doublé en cinq ans. Que le gouvernement Marois ait l'intention de se tenir loin des ornières de son prédécesseur, on s'en réjouit. Mais avec le niveau actuel de cynisme, de méfiance et de suspicion, il faut plus que de belles promesses pour le prouver, surtout lorsqu'il est question du plus important projet routier de l'histoire de la province.

de chômage est passé de 10,7 à 14,7%. Et, contrairement à d'autres pays qui ont dû être secourus par l'UE, Chypre peut difficilement compter sur d'autres secteurs de son économie pour se relancer. À moins que les importantes réserves de gaz dont rêvent les Chypriotes soient confirmées par les forages à venir. Comme d'autres pays du sud du continent, Chypre subit aujourd'hui les conséquences de son insouciance passée. L'Union européenne et le FMI ne peuvent tout simplement pas leur verser des milliards sans avoir la garantie que des réformes en profondeur seront apportées. Tout de même, on a la désagréable impression que les dirigeants européens, notamment les Allemands, ont décidé de faire de Chypre un exemple. Ils voulaient lancer un avertissement: désormais, ce ne sont

Un autre pays s'ajoute à la liste de ceux pour qui l'appartenance à l'Europe signifie chômage et appauvrissement.

pas les contribuables de l'Union qui viendront à la rescousse des institutions financières en difficulté, mais les déposants et détenteurs de titres. Chypre, toute petite économie dont la faillite aurait eu peu d'impact sur le reste de l'Union, dont le pouvoir de négociation était par conséquent réduit, faisait la sacrifiée parfaite. Tout cela est sans doute nécessaire. Cependant, on ajoute ainsi un autre pays à la liste de ceux pour qui l'appartenance à l'Europe est devenue synonyme de chômage et d'appauvrissement.



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Quand la démocratie tombe dans un nid-de-poule...
par Ariane Krol



LA QUESTION DU JOUR

Le gouvernement Marois compte imposer un prix plafond pour la réfection de l'échangeur Turcot. Est-ce réaliste?

Oui > 48% Non > 40%
Je ne sais pas > 11%

Résultats à 19h30, hier – 9 369 répondants

> POUR UNE ÉCONOMIE VERTE AU QUÉBEC
À lire en exclusivité à lapresse.ca/debats

OPINION

Le dernier château fort

L'abolition de l'ACDI marque la fin des efforts impartiaux du Canada pour aider les pays dans le besoin



FRANÇOIS AUDET

L'auteur est professeur à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal et directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire.

Le récent budget du gouvernement conservateur fait de facto disparaître l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette agence créée en 1968 était responsable de l'administration de l'aide internationale du Canada. Au-delà du milieu de la coopération canadienne, la disparition de l'ACDI semble être reçue avec une certaine indifférence. L'aide internationale est du même acabit que la protection de l'environnement. Il s'agit d'enjeux qui ne semblent pas toucher les citoyens directement, sans le réaliser, qui ont de profondes et souvent dramatiques répercussions sur le plan global. L'ACDI était responsable d'assurer que le Canada contribue à la réduction des inégalités sociales et économiques dans le monde. En intégrant l'ACDI au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, ce n'est pas seulement la disparition d'une grande institution marquée par le passage notamment de Maurice Strong et Paul Gérin-Lajoie, c'est également la fin de la participation du Canada aux efforts impartiaux pour venir en aide aux pays en situation post-conflit ou peu développés économiquement. Bien sûr, l'aide a toujours été un instrument politique. Il serait naïf de croire qu'elle se distribue de manière désintéressée. Son impact est également parfois décevant et les remises en question et les échecs sont

nombreux. Mais grâce à la compétence de l'administration publique en place dans cette institution, et au leadership ministériel qui y était parfois associé, l'ACDI réussissait à se démarquer. Elle faisait en sorte que les efforts consentis avaient une certaine indépendance des intérêts politiques, et servaient directement à l'amélioration du bien-être des populations visées. Au-delà du cynisme lié à cette instrumentalisation, l'ACDI était le dernier château fort de l'aide canadienne et un patrimoine de savoir-faire et d'expertise reconnus internationalement. Elle disposait d'une

Le Canada perd ainsi ce qui lui restait de crédibilité internationale et ses principes d'impartialité, de neutralité et d'humanité, qui sont au cœur de l'action humanitaire contemporaine.

forte identité et ses fonctionnaires, quoique muselés, représentaient l'un des piliers de notre société civile engagée internationalement. Elle reflétait la vitalité de la société civile canadienne patiemment construite au cours des 40 dernières années. L'ACDI était empreinte de leurs valeurs de coopération, d'humanisme et de solidarité internationale, loin des discours néolibéraux de l'aide qui favorisent aujourd'hui plutôt les investissements privés et les résultats immédiats. Alors que l'on parlait d'une transformation de l'aide, la fermeture de l'ACDI impose une rupture complète avec l'internationalisme qui définissait généralement la politique étrangère canadienne des 50 dernières

années. Avec les coupes systématiques dans les programmes de financement pour l'éducation du public, la fermeture d'organismes (Droit et Démocratie) qui ne se conformaient pas complètement aux intérêts du gouvernement conservateur, l'ouverture du Bureau des libertés religieuses et le financement d'organisations confessionnelles, l'aide canadienne est maintenant explicitement un prolongement des intérêts et de l'idéologie conservatrice à l'étranger. Maintenant que l'ACDI a disparu, il y a fort à parier que d'autres institutions telles que le Centre de recherche sur le développement international (CRDI) passeront également prochainement sous le couperet. Ainsi, l'aide canadienne étant placée sous l'autorité directe du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, il ne faudra pas s'étonner lorsque le Canada ne répondra plus aux besoins des pays qui subissent des catastrophes naturelles ou climatiques, ou aux populations victimes d'un conflit. Il faudra encore moins se surprendre de voir que les investissements qui devraient servir à réduire les inégalités sociales produisent davantage de pauvreté en favorisant l'expansion de l'industrie minière extractive canadienne. Bref, il ne faudra pas être surpris si les programmes que l'on continuera d'appeler «aide» ne répondront plus aux besoins des autres. Les cordons de la bourse seront désormais encore plus près de nos propres intérêts. N'est-ce pas là une contradiction? Le Canada perd ainsi ce qui lui restait de crédibilité internationale et ses principes d'impartialité, de neutralité et d'humanité, qui sont au cœur de l'action humanitaire contemporaine.

À BIEN Y PENSER

Avec cinq députés conservateurs au Québec, Stephen Harper se fout totalement de ce que peuvent penser les Québécois de son budget. Il a déjà fait une croix sur son idée d'en faire réélire davantage. On voit très bien que, comme avec le défunt Pierre Elliott Trudeau, le Québec *bashing* est payant au Canada. Le Québec est en position de faiblesse par rapport à Ottawa et Stephen Harper nous ignore. On est à des lieues de l'époque Mulroney.

— Normand Langlois, Montréal

DÉBATS

Une visite fructueuse



La visite de Barack Obama en Israël tenait plus du voyage d'amitié que de l'opération diplomatique d'envergure. Sur le dossier palestinien, rien n'a bougé. Il reste que le président américain est rentré à Washington avec une modeste victoire. Il a convaincu Benyamin Nétanyahou d'offrir ses excuses à son homologue turc pour le violent arraisonnement du navire turc qui a tenté il y a trois ans de forcer le blocus de Gaza. Ce geste s'inscrit dans le processus difficile mais essentiel du rétablissement des relations entre Israël et son puissant voisin musulman.

N'exagérons pas le rôle d'Obama. Déjà, il y a plus d'un mois, des diplomates des deux pays avaient amorcé des pourparlers pour ouvrir la voie à une réconciliation. C'est dire que les deux gouvernements y voyaient leur intérêt.

Mais dans la voiture qui les ramenait à l'aéroport de Tel-Aviv, Obama a obtenu de Nétanyahou qu'il téléphone à Recep Erdogan. Cette amicale poussée dans le dos de l'intransigeant premier ministre israélien a accéléré un processus déjà engagé – et qui est loin d'être terminé, tant les rapports des dernières années s'étaient gâtés, M. Erdogan allant récemment jusqu'à assimiler le sionisme à « un crime contre l'humanité ».

Mais les fâcheries du passé perdent de l'importance dans la conjoncture actuelle. Avec la menace que fait peser l'Iran nucléaire sur toute la région, l'effondrement dramatique de la Syrie et l'effarante plongée de l'Égypte dans la violence, une alliance entre Israël et la Turquie, les deux seules démocraties de la région, sera un facteur de stabilité, sans compter que le rétablissement de la coopération avec la Turquie constitue une assurance de taille pour le petit État hébreu isolé dans un environnement hostile.

Dans la conjoncture actuelle, une alliance entre Israël et la Turquie sera un facteur de stabilité.

Barack Obama a beau être à la tête de la plus grande puissance du monde, il n'est pas un magicien. Son fameux discours du Caire, en 2009, n'a pu faire débloquent le conflit israélo-palestinien, pas plus que son vibrant plaidoyer en faveur du peuple palestinien, dimanche dernier, ne pourra convaincre le gouvernement Nétanyahou de stopper les implantations juives en Cisjordanie.

Tout ce qui traîne se salit... ou s'affaïdit. La triste vérité est qu'après toutes ces tentatives de règlement avortées, le dossier palestinien n'est plus une priorité pour les Israéliens. Même la gauche délaisse la question, pour se mobiliser sur des enjeux d'ordre social, comme les inégalités, le chômage ou la lutte contre l'intégrisme envahissant des communautés hassidiques.

L'an dernier, des manifestations de style « Occupy » ont succédé aux grandes marches de naguère, qui réclamaient « la paix maintenant ». Lors des dernières élections, on a beaucoup plus discuté des privilèges accordés aux hassidim (qui vivent aux crochets de l'État et sont exempts du service militaire) que de la question palestinienne.

Les Israéliens se croient moins menacés par le terrorisme. Le mur qui les sépare des territoires palestiniens, de même que le « dôme » censé intercepter les missiles en provenance de Gaza, leur procure un sentiment de fausse sécurité. Dans un aveuglement analogue, les Palestiniens de Cisjordanie se vautrent dans les espoirs illusoire qu'a fait naître leur reconnaissance par l'UNESCO et les Nations unies.

L'impasse reste entière, et rien ne pourra la dénouer... sauf la volonté des deux parties impliquées. L'Europe, aux prises avec ses propres démons, est plus impuissante que jamais. John Kerry, à qui Obama a délégué le dossier, pourra tout juste jouer un rôle d'aiguillon bienveillant.

Une lueur d'espoir, quand même: on dit que dans les coulisses, les deux frères ennemis se parlent, essaient d'aplanir le terrain...

CORRECTION: Dans ma chronique de samedi dernier, il aurait évidemment fallu lire, concernant l'inculpation de Nicolas Sarkozy, « 150 000 » plutôt que « 150 millions » d'euros.



Sheryl Sandberg (à gauche) et Anne-Marie Slaughter, deux professionnelles américaines, ont alimenté le débat de la conciliation travail-famille au cours des derniers mois.



PHOTOS D'ARCHIVES

Un éternel défi



MÉLANIE DUGRÉ
L'auteure est avocate et mère de trois garçons. Elle collabore régulièrement à nos pages Débats.

À quelques mois d'interval, deux Américaines, Anne-Marie Slaughter et Sheryl Sandberg, ont ajouté leur grain de sel au débat épicé de la conciliation travail-famille.

La première a affirmé, après avoir quitté un poste prestigieux et exigeant auprès d'Hillary Clinton pour être plus présente pour son fils, que, même en 2012, « les femmes ne peuvent pas tout avoir ».

La deuxième, directrice générale du géant Facebook, a plutôt plaidé que les femmes ont le pouvoir, voire le devoir, de défoncer le plafond de verre.

Cet éternel défi de la conciliation travail-famille provoque chez moi des émotions en montagues russes. Elles vont de la grisante, quoique fragile et éphémère, illusion d'être en plein contrôle de la situation, au gouffre dans lequel je m'enfonce quand, loi de Murphy oblige, tout explose en même temps, me laissant avec la culpabilisante impression de tout faire à moitié.

Je réfléchis donc aux propos de ces femmes, alors que la saison des microbes bat son plein et que mes trois lionceaux, affaiblis par des petites maladies aussi bénignes qu'incommodes, ont le rugissement plaintif. Il y a présentement dans ma maison six oreilles, six poumons et

trois gorges, tour à tour pris d'assaut par les virus, et deux parents complètement débordés.

En pleine tourmente, je me suis donc demandé qui, de mesdames Slaughter ou Sandberg, offrait les meilleures réponses à mes grandes questions existentielles.

D'abord, il faut reconnaître que plusieurs obstacles auxquels font face ces Américaines sont absents du paysage québécois, reconnu pour la générosité de ses programmes de soutien comme le régime d'assurance parentale et le réseau de CPE. Les confidences de

Anne-Marie Slaughter et Sheryl Sandberg réussissent à nourrir nos réflexions sur la conciliation travail-famille. Mais elles ne proposent pas de formule magique.

M^{me} Slaughter sur les difficultés vécues par son fils sont par ailleurs très révélatrices des sentiments inhérents à l'instinct maternel et elles démontrent, n'en déplaise aux disciples de la délégation, que certaines responsabilités ne se délèguent pas aussi facilement qu'un panier de linge sale.

Cela dit, je doute que M^{me} Sandberg ait quant à elle accompagné ses petits chez le médecin, qu'elle ait supervisé

leurs devoirs et cuisiné des biscuits avec eux. Ou peut-être a-t-elle fait tout ça, optant plutôt pour un deuxième quart de travail, entre 20h et minuit, une fois les enfants au lit. C'est un choix qui se vaut, dans la mesure où les capacités, physiques et mentales, de l'assumer sont au rendez-vous.

La portion du discours de M^{me} Sandberg où elle lance un cri de ralliement aux femmes en les invitant à faire front commun, à s'appuyer et s'épauler plutôt qu'à se démolir et se dénigrer est rafraîchissante et inspirante. Elle devrait toutes nous interpeller, nous qui excellons parfois dans l'art surnois des comparaisons et de la jalousie, créant ainsi une division malsaine qui nuit à nos intérêts communs. Le dicton « l'union fait la force » restera toujours utile et pertinent dans un monde où l'égalité des sexes ne sera jamais un dossier entièrement classé.

À travers leurs propos, Anne-Marie Slaughter et Sheryl Sandberg, deux femmes cultivées et réfléchies dont les parcours sont jalonnés d'expériences riches et diversifiées, réussissent certainement à nourrir nos réflexions et à alimenter nos discussions. Elles ne proposent toutefois pas de formule magique.

Leurs témoignages confirment que si la solidarité peut servir certaines batailles, au final, il appartient à chacune de nous de créer la recette, dont les ingrédients peuvent varier au gré des époques de nos vies, qui nous rend heureuse et nous permet de nous sustenter, personnellement et professionnellement.

Des compressions insensées



DANIÈLE MESSIER
L'auteure est une fonctionnaire à la retraite qui réside à Gatineau.

Lorsque j'ai appris que le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, prévoyait modifier les ententes signées dans les conventions collectives des fonctionnaires fédéraux relativement aux congés de maladie et à l'assurance invalidité, les pensées suivantes me sont venues à l'esprit.

Plusieurs employés occupant des postes à la fonction publique fédérale sont affligés d'une maladie ou de quelque affection nécessitant des suivis médicaux réguliers. Beaucoup d'entre eux ont, fort heureusement, accumulé au fil des années des congés de maladie; suffisamment pour leur permettre de se présenter chez le médecin lorsque c'est requis et de passer les examens exigés par leur état de santé.

Ces congés accumulés leur ont permis de se maintenir autant que possible en santé, suffisamment pour continuer à travailler et à recevoir un revenu régulier. Je pense ici aux diabétiques, aux personnes affligées de maladies comme la sclérose en plaques, le lupus et d'autres affections du système immunitaire qui requièrent des suivis serrés et des examens réguliers. Aux personnes aussi qui ont vaincu un cancer et qui, après les

traitements, auront encore l'énergie et la volonté de revenir au travail.

À tous ces fonctionnaires, les congés de maladie accumulés, et à certains moments l'assurance invalidité, leur ont permis de conserver une santé relativement bonne pour continuer à travailler, recevoir un revenu régulier, éviter qu'elles n'aient recours à des mesures comme l'assurance-emploi et peut-être, en fin de compte, la faillite personnelle.

Je pense aussi aux employés qui ont fait face à des épisodes de maladie mentale et qui réintègrent petit à petit le travail. Et également à ceux qui ont subi des accidents, qui doivent séjourner à

couverture et qu'ils préféreraient qu'elle soit étendue à tous les travailleurs. Qui ne rêve pas d'un monde idéal! Mais nous devons réaliser qu'au fil des années, les syndicats regroupant les fonctionnaires fédéraux ont négocié ces conditions, à la demande de leurs membres qui leur en ont démontré le bien-fondé, et ces demandes ont été acceptées par la partie patronale qui les a jugées recevables.

Au moment où la population canadienne, les fonctionnaires inclus, avance en âge et s'approche de la retraite, il m'apparaît insensé de penser à sabrer ces avantages qui permettent à plusieurs

Les congés de maladie accumulés ont permis aux fonctionnaires fédéraux de conserver une santé relativement bonne pour continuer à travailler et recevoir un revenu régulier.

l'hôpital pour y subir des opérations ou en maison de réadaptation et qui souhaiteront reprendre leur travail par la suite. À la majorité de ces personnes, les congés de maladie et l'assurance invalidité ont apporté un soutien certain pour leur permettre un retour au travail, progressif ou complet.

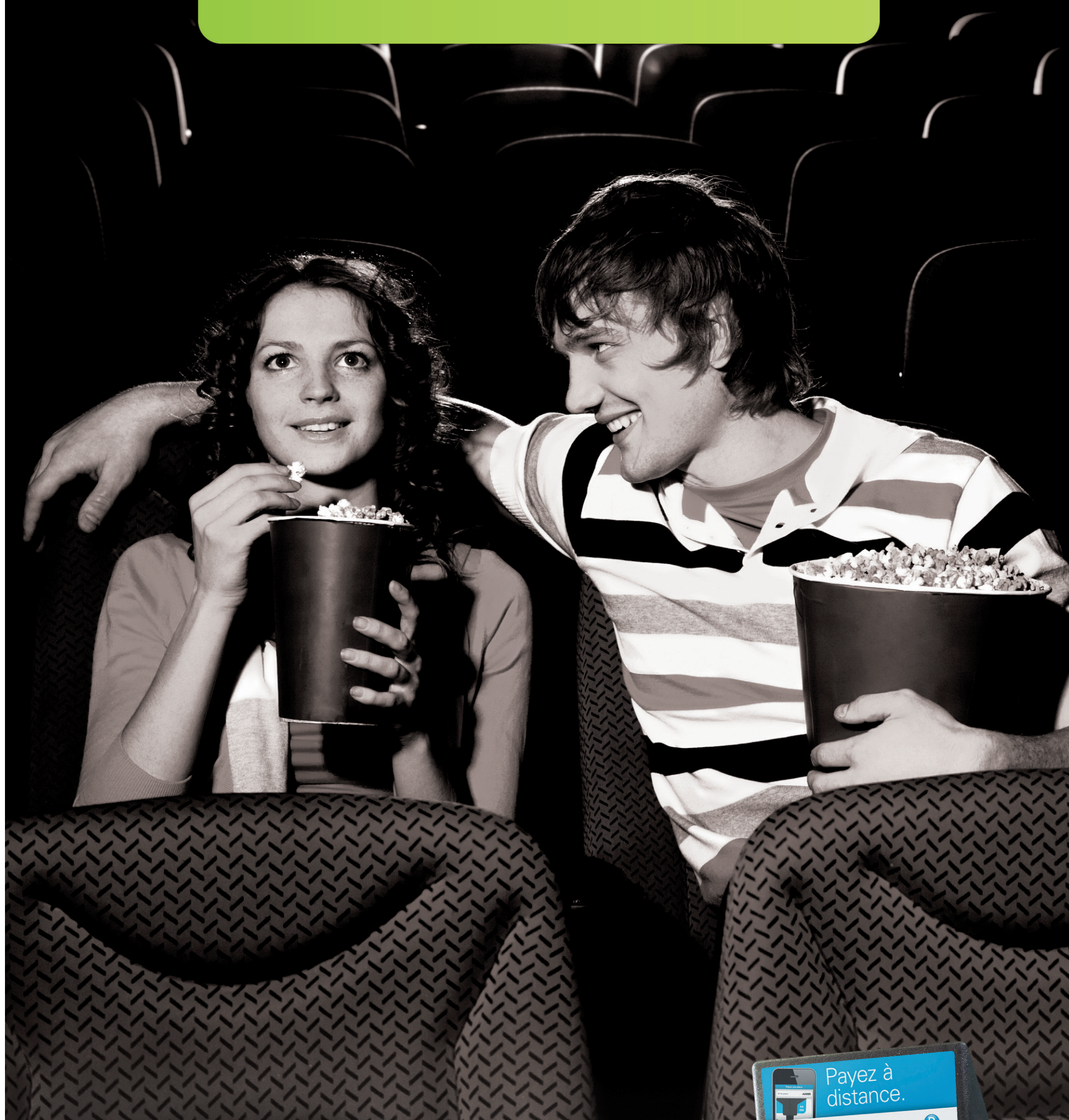
J'entends régulièrement des citoyens pester contre les fonctionnaires qui profitent de ces avantages. J'imagine qu'une bonne partie d'entre eux occupent des emplois qui n'offrent pas cette

de continuer à travailler plus longtemps tout en tentant de maintenir leur santé de façon optimale.

Qu'il faille réviser la mécanique d'application rigoureuse de ces bénéfices selon les conventions collectives, je veux bien, mais de là à vouloir les diminuer largement, j'aurais bien du mal à respecter un gouvernement qui n'a pas plus de considération pour ses employés qui administrent et appliquent quotidiennement ses lois et règlements pour tous les citoyens.



PAYEZ D'ICI



METTEZ LA BORNE DANS VOTRE TÉLÉPHONE

PAYEZ VOTRE PLACE DE STATIONNEMENT À MÊME VOTRE TÉLÉPHONE INTELLIGENT,
PEU IMPORTE OÙ VOUS ÊTES! C'EST SIMPLE, RAPIDE ET SÉCURITAIRE.



TÉLÉCHARGEZ GRATUITEMENT L'APPLICATION

DISPONIBLE SUR APP STORE, GOOGLE PLAY ET BLACKBERRY APP WORLD



tc • MEDIA



ServiceMobile
vous facilite la vie!